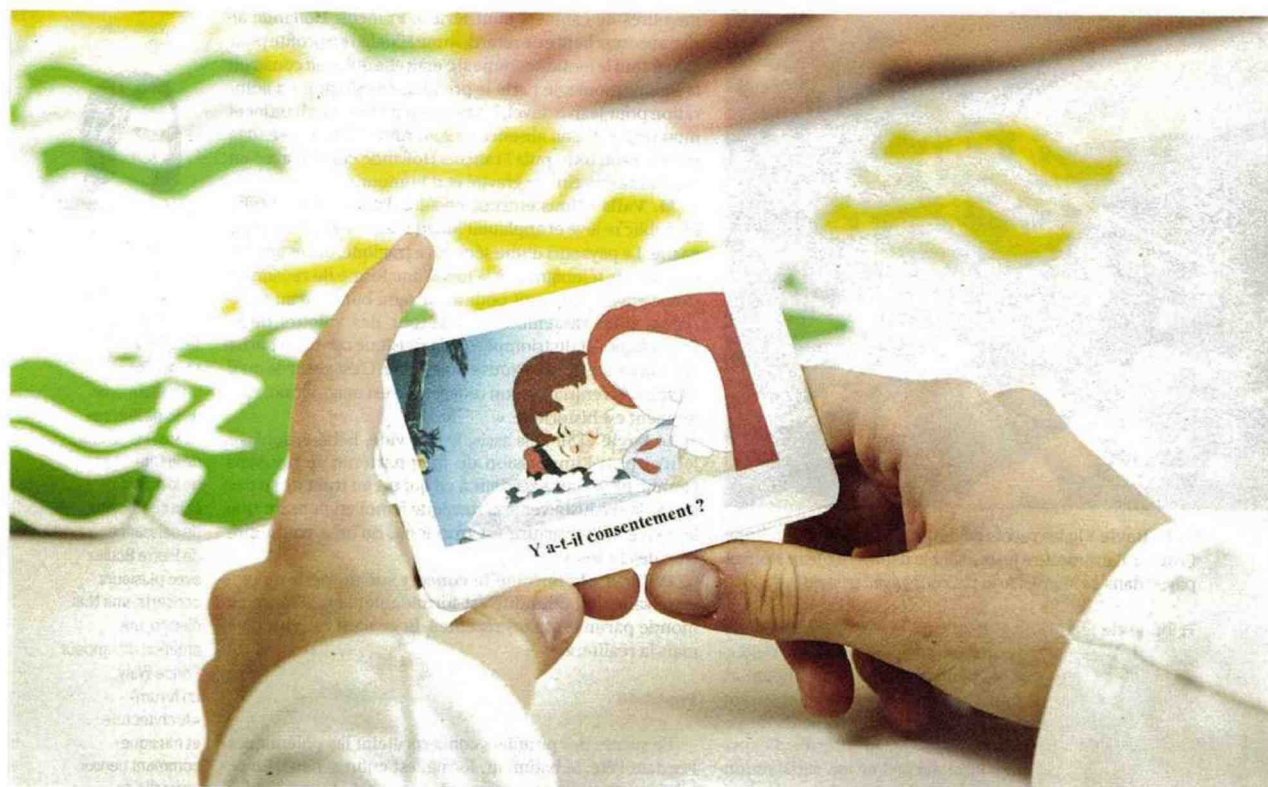




L'éducation à la sexualité, une arme face à l'inceste



En moyenne, trois enfants par classe de trente élèves sont ou ont été victimes d'inceste. Une bonne raison d'éduquer à la vie affective et sexuelle à l'école, et pas seulement à la maison. Mais la fronde de certains collectifs de parents peut dissuader les enseignants.

Par Marion Rousset
Photo Léa Crespi pour Télérama





C'était le dernier jour d'école, une heure avant les grandes vacances, au retour de la sieste. « Une élève m'a tiré la robe et m'a dit : "Des fois, papa vient dans mon lit, on est très serrés, et après il me mange la nénette et les fesses." Je ne l'avais pas vu venir », souffle Juliette 1. Enseignante en maternelle dans l'académie de Poitiers, elle n'en croit pas ses oreilles. Bien que la fillette n'ait pas l'air plus malheureuse qu'une autre, ses mots sont si crus qu'ils ne laissent pas de place au doute. Juliette tente alors d'alerter... en vain. « L'année suivante, au mois de décembre, elle a dessiné un bonhomme en forme de pénis. Je lui ai dit que son personnage n'était pas comme d'habitude, et je lui ai demandé qui c'était. » L'enfant répond sans sourciller : « Ben... c'est papa. » Plusieurs psychologues ont beau confirmer les craintes de l'enseignante, une fois de plus, la hiérarchie glisse la poussière sous le tapis. L'élève se met alors à agripper sa maîtresse comme un tout-petit, pleure à l'heure de la cantine pour rester avec elle... « Quand un enfant fait une révélation qui n'est pas prise en compte, ça le bâillonne. »

Cette expérience a encouragé Juliette, qui a demandé sa mutation, à éduquer ses élèves à la vie affective et sexuelle. Ce qu'elle fait dans sa nouvelle école. « Certains s'imaginent qu'on met des images qui ne sont pas de leur âge dans la tête des enfants. C'est totalement faux. » Elle arrime ces séances aux programmes de l'école maternelle, où l'on apprend à nommer les différentes parties du corps humain, y compris les plus intimes. Dans le coin des poupées, lors de la toilette du bébé, par exemple. Nommer ses émotions fait aussi partie des attendus : joie, tristesse, colère... peur. Peur du loup ou du noir, souvent, mais pourquoi pas aussi d'un proche s'immisçant dans la chambre quand les volets sont fermés et les lumières éteintes. Car, en plus d'être un outil de prévention, ces séances peuvent déclencher des confidences. Le projet de programme d'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle (Evars) – ajourné à la suite du vote de la motion de censure contre le gouvernement de Michel Barnier – prévoit d'ailleurs un axe traitant de la capacité à identifier « les adultes de confiance auxquels confier un secret ».

Des secrets, Sophia 1, enseignante en Alsace, en a recueilli deux. Elle avait disposé une boîte à questions au fond de sa classe de CM2. « J'apporte des réponses, mais je fais aussi en sorte d'amener le débat sur le terrain du consentement et du respect. On en vient à parler de choses moins

amusantes, comme la possibilité de se faire agresser par des membres de sa propre famille, explique-t-elle. Il y a ceux qui sont choqués et ceux qui haussent les épaules, ce qui me paraît plus suspect. » En plein milieu d'une séance, la parole a jailli sans crier gare. « Devant tout le monde, une élève a parlé très librement de son cousin qui lui avait fait des choses... J'ai aussi eu le témoignage d'un garçon abusé par son frère qui a donné lieu à un signalement, et je me pose des questions au sujet d'une petite fille qui n'a pas encore trop voulu m'en dire. »

De quoi répondre à ceux qui reprochent à l'école de mettre les enfants en danger. Une kabbale menée par des collectifs proches de l'extrême droite, tels Parents vigilants et SOS Éducation, et où les rumeurs peuvent aller bon train, comme celles dont a pâti une infirmière de Saint-Étienne, à qui on a prêté des propos inappropriés. Interviewée dans l'émission *Complément d'enquête*, sur France 2, la voix nouée, elle a confié son désarroi face à la caméra : « Je fais ça pour protéger les enfants et on me dit que je traumatise des enfants. [...] D'ailleurs, grâce à ces séances, plusieurs fois, on en a eu qui sont venus après nous dire, en privé, qu'ils vivaient des abus sexuels... » Et pour cause. En moyenne, trois élèves sur une classe de trente sont victimes d'inceste, selon la Commission indépendante sur l'inceste et les violences sexuelles faites aux enfants (Ciivise).

« La crainte que l'école empiète sur des domaines qui relèveraient de la seule famille, comme autrefois la religion, est constitutive de l'histoire de notre République scolaire », avance Frank Burbage, inspecteur général de l'éducation, du sport et de la recherche, membre de la Ciivise et copilote du projet de programme Evars. Aujourd'hui, « une partie de la société française, pas très importante en nombre même si elle sait faire parler d'elle, considère que l'éducation à la sexualité est la seule affaire des parents. Or, s'il ne faut pas diaboliser les familles, il ne faut pas non plus les idéaliser... » Une chose est sûre, difficile de leur confier le soin exclusif de s'en occuper quand on sait à quel point ce cocon n'a parfois de protecteur que le nom. Chloé 1, professeure de lettres au collège, s'était préparée « au fait que des amnésies traumatiques puissent se dissiper » à la suite de ces séances. Ce qui n'a pas manqué d'arriver : « Une adolescente qui s'arrangeait toujours pour quitter la salle en dernier a fini par me dire : "Maintenant je sais que c'est un viol et que c'est grave, surtout que ça s'est passé plusieurs fois." Si les élèves ne peuvent pas en parler à l'école, où peuvent-ils le faire ? »

Toujours est-il que des enseignants craignent, à juste titre, d'avoir à affronter seuls des révélations délicates et de subir les foudres des parents. D'où l'intérêt d'un programme susceptible de rassurer les uns et les autres. « Le projet que j'ai copiloté a été écrit dans un souci de délicatesse et de respect par rapport à ce qui pourrait être vécu comme une intrusion dans la vie intime de l'élève », affirme Frank Burbage. Pour lever les obstacles qui empêchent encore trop souvent l'école de jouer son rôle : « C'est un lieu où l'on apprend à trouver les mots justes pour dire les choses et y réfléchir. » Loin des fantasmes ●

1 Son prénom a été changé à sa demande.

Jeu de cartes créé par une enseignante dans le cadre de l'éducation à la vie affective et sexuelle.



► 8 janvier 2025 - N°3913

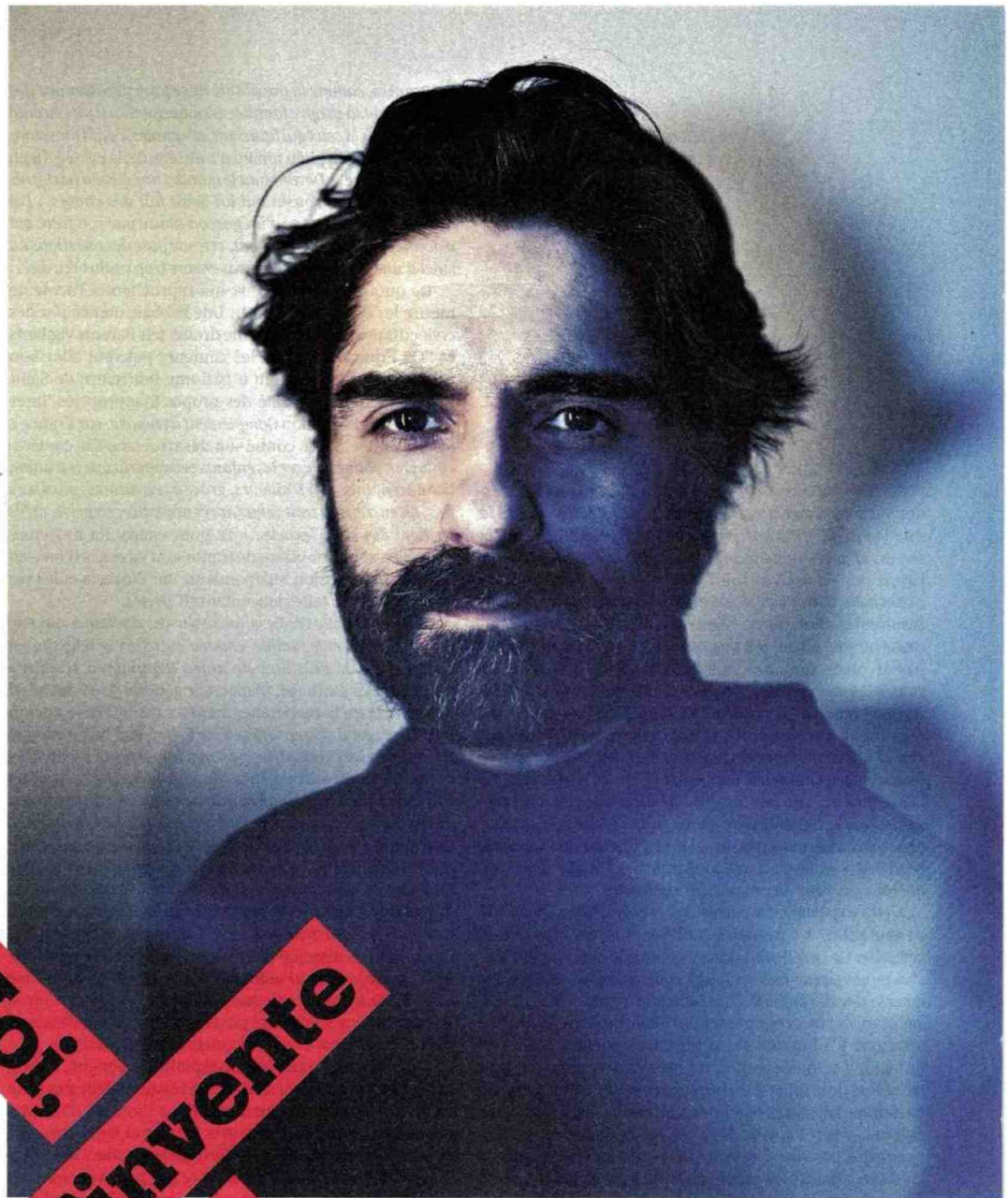
À VOIR



Personne n'y comprend rien, de Yannick Kergoat, en salles. **LIRE** critique p. 57.

À LIRE

La Troisième Vie, éd. du Seuil, 240p., 20 €.



« Moi, je n'invente rien »

Par Richard Sénéjoux

Journaliste à *Mediapart*, Fabrice Arfi a révélé plusieurs scandales politico-financiers. Son enquête sur l'affaire Sarkozy-Kadhafi fait l'objet d'un documentaire en salles cette semaine.





Bettencourt, Cahuzac, Karachi... Des noms qui claquent comme autant de scandales d'État, révélés ces quinze dernières années par Mediapart et Fabrice Arfi. Coresponsable du pôle enquêtes du site d'investigation, le journaliste de 43 ans est aussi à l'origine (avec Karl Laske) de la révélation de l'affaire des financements libyens supposés de la campagne de 2007 de Nicolas Sarkozy, qui fait l'objet du documentaire *Personne n'y comprend rien*, en salles cette semaine. Il a récemment publié un livre sur une incroyable histoire d'espionnage, qui le hantait depuis longtemps. Et s'interroge sur son métier, où le réel côtoie parfois la fiction...

L'affaire libyenne

Le procès qui doit débiter cette semaine au tribunal judiciaire de Paris est historique. C'est la première fois qu'un ex-président de la République (Nicolas Sarkozy) et trois anciens ministres (Claude Guéant, Brice Hortefeux et Éric Woerth) se retrouvent ensemble sur le banc des prévenus. L'accusation leur reproche d'avoir été corrompus par la dictature libyenne du colonel Kadhafi, à qui la France a ensuite fait la guerre. *«Paradoxalement, cette histoire a surtout été médiatisée par les démentis de Nicolas Sarkozy et la large place qui leur a été accordée, relève Fabrice Arfi. C'est le privilège de la délinquance en col blanc, qui peut venir au journal de 20 heures imposer son récit, en omettant les faits pour lesquels elle se retrouve dans cette situation. C'est sidérant.»* L'enquêteur peine à expliquer pourquoi cette affaire de premier ordre a aussi peu fait la une des médias depuis les premières révélations, en 2011. Et déplore que certains aient largement ouvert leurs colonnes et antennes, comme *Paris Match* et BFMTV, à l'étonnante rétractation de l'homme d'affaires franco-libanais Ziad Takieddine, qui se révélera fausse. *«On range la corruption sur l'étagère des faits divers financiers, qu'on qualifie de rhume de la démocratie. Moi, je pense plutôt que c'est un cancer»,* déclare-t-il, avant de souligner l'attitude schizophrénique de nombreux hommes politiques. *«Alors que beaucoup exigent des peines exemplaires pour les délinquants ordinaires, ils n'affichent plus du tout la même fermeté quand ils ont eux-mêmes des ennuis judiciaires. Regardez les réactions de Marine Le Pen, d'Emmanuel Macron [concernant notamment les affaires Benalla et Kohler, ndlr], de Nicolas Sarkozy et même de Jean-Luc Mélenchon !»*

La poussée conservatrice dans les médias

L'empire médiatique savamment constitué par Vincent Bolloré depuis dix ans (avec CNews, C8, Europe 1, *LeJDD...*) n'est pas sans soulever quelques questions démocratiques. *«Je ne suis pas contre le fait qu'il existe des médias d'extrême droite, mais ils ne doivent pas casser le réel et détruire les faits, estime Fabrice Arfi. Lors de l'affaire dite de Crépol par exemple [un adolescent a été tué lors d'un bal dans cette commune de la Drôme en novembre 2023], CNews a fait état de prétendus "francocides". Tout était faux, mais ça a permis de construire un propos d'extrême droite, avec des idées qui ne reposaient pas sur des faits. C'est totalement anti-journalistique.»* Selon lui, la frontière entre le vrai et le faux est en passe de totalement s'effacer. *«On assiste à une internationale de la post-vérité. Cela donne Trump aux États-Unis, Bolsonaro au Brésil, Milei en Argentine ou Netanyahu en Israël. Autant de personnes qui ont décidé de tuer la démocratie dont ils se disent pourtant être les meilleurs représentants.»* Une situation de plus en plus orwellienne, où la

vérité n'est qu'une opinion comme une autre. Surtout quand les réseaux sociaux font partie intégrante du système. *«Elon Musk et X [ex-Twitter] ont contribué à la réélection de Trump. Et l'homme d'affaires va devenir son ministre, dans un gouvernement qui présente des risques de dérives fascistes. À Mediapart, nous avons décidé de quitter la plateforme, devenue une arme de désinformation massive.»* Concrètement, le compte X du site d'investigation sera supprimé le 20 janvier (ses journalistes sont libres d'y rester ou pas), jour de l'investiture de Donald Trump.

Son rapport au réel...

Son dernier livre (*La Troisième Vie*, éd. du Seuil) raconte une incroyable histoire d'espionnage, dans laquelle un homme a infiltré en 1969 une famille qui n'était pas la sienne. Un récit à la John le Carré, entre France et Roumanie, au temps de la guerre froide, avec laquelle Fabrice Arfi se débat depuis 2008. *«Ça m'a longtemps hanté. J'ai dû accepter de ne pas avoir toutes les réponses pour y trouver un sens. Parfois, ne passavoir, c'est bien.»* Les trop nombreuses zones d'ombre du récit lui font dire qu'il n'aurait jamais pu le publier sur Mediapart. *«Dans cette histoire, j'ai été confronté à une "fiction d'État": l'espionnage. Cela m'a interrogé sur le réel, qui peut parfois revêtir plusieurs visages, suivant la manière dont il est montré.»* Il a aussi ressenti l'ivresse que procure l'immersion dans les archives. Et va d'ailleurs s'y replonger pour un prochain ouvrage, qui retracera la trajectoire de son grand-père paternel, juif pied-noir d'Algérie, obligé de quitter la gendarmerie sous Vichy. *«J'ai besoin de vérifier le récit familial qui m'a construit, confie-t-il. Moi, je n'invente rien: j'ai besoin de la contrainte morale et légale du réel pour écrire.»*

... et à la fiction

Adaptée de son livre-enquête sur l'escroquerie à la taxe carbone, la série *D'argent et de sang* a rencontré un beau succès sur Canal+ fin 2023. *«C'est la première fois où j'ai été confronté à la transformation de mon travail en matériau fictionnel, raconte Fabrice Arfi. Le réalisateur de la série, Xavier Giannoli, montre qu'il y a parfois plus de réalité dans la fiction, qui parle à l'intime, que dans un document.»* Exemple: la création du personnage interprété par Vincent Lindon, magistrat chargé de l'enquête, qui n'a pas existé dans la réalité. *«Il est le fil à plomb moral de cette histoire, qui en était dépourvue»,* souligne le journaliste. Au passage, cela l'a-t-il gêné de toucher indirectement de l'argent du groupe Bolloré, propriétaire de Canal+? *«Cela a été une vraie question, tant pour moi qu'à Mediapart, avoue-t-il. J'ai toujours été payé par le producteur, Curiosa Films. J'ai aussi fait savoir à la direction de Canal+ que d'aucune manière cette adaptation serait une façon d'acheter une forme de paix éditoriale vis-à-vis du journal. J'appelle cela des "accommodements raisonnables".»* Mediapart a d'ailleurs continué d'enquêter sur l'homme d'affaires breton et a pointé ses atteintes régulières à la liberté d'informer dans le documentaire *Media Crash* (2022) ●